



## Déclaration de l'Unsa Education au CDEN du 4 juillet 2017

Mr le préfet, Mr l'Inspecteur d'Académie, Mmes et Mrs les membres du CDEN,

Une séquence électorale vient de se terminer et un nouveau ministre a été nommé à l'Education Nationale. Comme à chaque passation de pouvoir, nous avons pu entendre que le nouveau ministre inscrira son action dans la continuité. Mais comme d'habitude, le nouveau locataire de la rue de Grenelle a tenu à marquer son arrivée par une nouvelle réforme.

Pour Mr Blanquer, il s'agit des rythmes scolaires. Ce n'est pas vraiment une nouveauté... Depuis 2008 les rythmes ont changé déjà trois fois : semaine Darcos, semaine Peillon, semaine Hamon. Le décret Blanquer sur 4 jours ajoute des possibilités supplémentaires d'organisation du temps scolaire.

Ainsi, nous allons avoir sous peu autant de rythmes scolaires que d'écoles, chacun étant certain d'avoir trouvé LA meilleure organisation pour permettre aux élèves d'effectuer les meilleurs apprentissages possibles.

En fait non, vous l'aurez compris, l'intérêt des élèves n'est pas souvent au premier plan dans cette histoire. Sont surtout en jeu les préoccupations contradictoires de chaque intervenant : transports scolaires, collectivités locales, enseignants, parents, etc... qui ont tous une part de légitimité. Le décret Blanquer permet de satisfaire une de ces parties dans chaque école mais rarement en plaçant l'élève et les temps d'apprentissages scolaires au cœur des discussions et des décisions.

Si notre syndicat a soutenu la semaine de 4,5 jours, c'est bien parce qu'avec 5 matinées les apprentissages fondamentaux ont plus de temps pour être réalisés (notamment par les élèves en difficulté) sur des horaires où les élèves sont davantage réceptifs.

Voilà pourquoi nous avons voté contre le décret Blanquer. Là où nous espérons une harmonisation, c'est une complexification qui s'ajoute, une de trop. Là où nous attendions un recadrage national, c'est une dérégulation complète qui s'installe dans la précipitation.

Il faut longtemps pour évaluer la portée d'une réforme. Le temps de l'éducation n'est pas le temps politique. Les enseignants demandent de la stabilité et en ont assez de devoir changer leurs pratiques à chaque nomination de ministre.

Merci de votre attention.

Les représentants UNSA EDUCATION au CDEN  
Nathalie PERBET  
Didier FABRE